Article 31 du Règlement

conservateur. Au début des années 80, quand nous étions au pouvoir, nous avons trouvé le moyen d'injecter 1,6 milliard de dollars dans le développement économique de cette région.

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le gouvernement conservateur a avoué qu'il n'aimait pas beaucoup ce genre de programmes, mais qu'il n'y avait rien à craindre. À la veille des dernières élections, il a dit qu'il allait y consacrer 400 millions de dollars.

Je vous recommanderais de vérifier vos chiffres, les amis. Vous avez dépensé 75 millions de dollars. L'année suivante, le gouvernement a dit que l'Ouest recevrait 253 millions de dollars. Encore une fois, vérifiez vos chiffres. L'Ouest n'a bénéficié que de 130 millions. L'année d'après, il nous a encore dit qu'il allait y dépenser 250 millions. En réalité, il s'est désintéressé de l'ouest du Canada.

Mardi, le ministre des Finances a annoncé que les paiements de transfert accordés à l'Ouest seraient réduits de plus de 2 milliards de dollars. Cette région accuse aujourd'hui une perte sèche à cause du gouvernement actuel. Le gouvernement ne perd rien pour attendre; les gens de l'Ouest ne manqueront pas de lui faire savoir ce qu'ils pensent de sa stratégie de développement économique aux prochaines élections.

LE DÉPOTOIR CHIMIQUE DE HYDE PARK

M. Ken Atkinson (St. Catharines): Monsieur le Président, les journaux ont rapporté récemment que beaucoup de gens nourrissent de plus en plus d'inquiétudes au sujet des émanations toxiques qui se dégagent du dépotoir chimique de Hyde Park, près de Niagara Falls, dans l'État de New York. Sis sur le bord de la rivière Niagara, ce dépotoir constitue la plus grande concentration de TCDD en Amérique du Nord, la TCDD étant la dioxine la plus toxique.

On devrait publier sous peu les résultats d'une étude effectuée récemment qui montre apparemment que les poissons du lac Ontario ne sont pas aussi contaminés à la dioxine que de hauts fonctionnaires américains l'avaient d'abord cru.

Beaucoup craignent que le propriétaire du dépotoir, la Occidental Chemical Corporation, n'invoque les conclusions de cette étude pour exiger que soient assouplis les règlements régissant les émanations de dioxine au dépotoir en question.

Je demande au ministre de l'Environnement de s'assurer par tous les moyens possibles que le gouvernement américain ne cèdera pas à ce genre de pressions et qu'il fera disparaître, en fait, ce dépotoir chimique dangereux des abords de la rivière Niagara.

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

M. David Bjornson (Selkirk): Monsieur le Président, si nous voulons nous assurer que nos enfants auront l'avenir que nous souhaitons pour eux, nous devons continuer à réduire le déficit. Les compressions budgétaires sont le moyen qu'ont retenu les conservateur pour réduire le déficit.

• (1410)

Depuis 1984, nous avons pris des mesures rigoureuses pour réduire les dépenses. Au cours de cette période,—en fait au cours des neuf dernières années—nous avons laissé augmenter les paiements de transfert aux provinces au-dessus du taux de l'inflation. Les mesures prises dans ce budget limiteront cette croissance à un niveau inférieur à celui de l'inflation, et cela pour la première fois depuis une décennie.

Étant donné notre situation financière actuelle, il ne serait pas raisonnable de laisser croître les paiements de transfert aux provinces lorsque tout le monde est forcé de se serrer la ceinture. La réduction des dépenses n'est jamais une mesure populaire. Les nouvelles réductions que nous avons annoncées sont dures, mais nécessaires.

LE PROGRAMME DES COMMUNICATIONS SOCIALES DES AUTOCHTONES

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, en supprimant le programme des communications sociales des autochtones, le secrétariat d'État fait pratiquement disparaître la presse écrite autochtone du Canada.

Les 11 journaux financés par ce programme jouaient un rôle indispensable comme moyen de communication entre les organisations autochtones et les Canadiens en général. Ils jouaient un rôle actif dans la promotion de l'alphabétisation dans des localités où l'analphabétisme touche souvent jusqu'à 40 p. 100 de la population. De plus, ils donnaient un précieux moyen d'expression aux groupes autochtones qui sont ou bien exclus des médias contrôlés par les Thomson, les Southam et les Conrad Black du Canada ou bien présentés sous un angle défavorable ou dans des situations de conflit.

En supprimant ou en réduisant les subventions aux journaux autochtones et en affaiblissant la capacité des autochtones de communiquer entre eux et avec les autres Canadiens, le secrétariat d'État menace de créer trois solitudes au Canada et non deux. Je demande au gouvernement de rétablir complètement le financement du programme des communications sociales des autochtones et de confier le financement des programmes autoch-